

Communiqué de la Fédération des Personnels des Services Publics et des Services de Santé Force Ouvrière

Pour FO c'est un plan d'envergure qu'il faut mettre en œuvre ! La charité, c'est l'ancien Monde !

Les nombreux dons en nature et espèces, les initiatives en tous genres et les actes de bénévolat à l'adresse des établissements de santé, Ehpad... posent question.

Pour autant, avant d'entamer son propos, **FO** Santé tient à remercier l'ensemble des acteurs contribuant ou ayant contribué aux soutiens des agents qui sont en première ligne face au Covid-19, y compris ceux qui depuis des années ont voté et limité drastiquement l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (Ondam) avec les conséquences que nous connaissons aujourd'hui !

Les mêmes souhaiteraient aujourd'hui, que les hospitaliers bénéficient de la charité des travailleurs du secteur privé par le don de jours de congés monétisés en chèques vacances.

Les mêmes, ont décidé d'attribuer une prime en direction du secteur sanitaire et médico-social, qui par ses modalités de répartition devient illisible, inégalitaire, et injuste, en instituant des limitations en fonction du lieu d'exercice et du temps de présence, alors qu'ils reconnaissent que tout le secteur public de la santé s'est pleinement mobilisé et mis en danger face à la pénurie de protections individuelles mais aussi d'effectifs et de lits.

Pour tous ces repentis, **FO** adresse un message clair et exige :

- ✓ Que la prime promise pour tous les hospitaliers soit de 1 500 € pour tous, quel que soit le territoire, l'établissement, le temps de travail effectif ;
- ✓ Que cette même prime soit étendue aux Ehpad, au secteur médico-social, au handicap, et au secteur socio-éducatif ;
- ✓ Que le gouvernement transmette aux organisations syndicales représentatives, une lettre de cadrage ainsi qu'un agenda social hospitalier sur l'après Covid tant sur les salaires et les déroulements de carrière, que sur l'avenir de notre système de soins.

FO rappelle que ce n'est pas à coup de primes éphémères et d'actes de charité que notre système de santé retrouvera de l'efficacité, du prestige et une réputation que nous enviaient de nombreux pays étrangers. Aucun sujet ne doit être tabou et l'après crise a déjà débuté, socialement tout au moins.

Nos dirigeants doivent comprendre que la santé reste un investissement et non une dépense, et il est urgent de ne plus gérer les établissements de santé comme des entreprises marchandes.

C'est pourquoi, **FO** déposera un préavis de grève à compter du 25 mai 2020 pour une période illimitée jusqu'à l'obtention d'une feuille de route, l'ouverture d'un calendrier de négociations, d'un véritable plan de santé publique pour le secteur sanitaire, médico-social et sociaux éducatif.

FO est prêt, et les agents n'en peuvent plus et ne veulent plus d'un système de santé au rabais. Tout au long de cette crise sanitaire mais déjà depuis plus d'un an, les hospitaliers avaient averti le gouvernement ; aujourd'hui, ils en ont assez d'attendre.

Pour FO, la santé des agents et des citoyens n'a pas de prix !